

COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

**M^e RENÉE DUPUIS NOUVELLE VICE-PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION
DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

Montréal, le 10 juin 2011 – M^e Renée Dupuis a été nommée, le 9 juin 2011, vice-présidente de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse par un vote à l'unanimité des membres de l'Assemblée nationale du Québec.

Avocate des droits humains, M^e Dupuis s'est notamment illustrée pour son travail en faveur des droits des peuples autochtones. Elle a un parcours très riche qui lui permettra de relever les défis de ses nouvelles fonctions (voir notes biographiques ci-dessous).

Le président, monsieur Gaétan Cousineau, a salué la nomination de M^e Dupuis qui sera responsable du volet Charte de la Commission. « Nous sommes très heureux d'accueillir madame Dupuis dont la réputation et l'engagement en faveur des droits de la personne n'est plus à faire. De plus, elle sera appelée à jouer un rôle très important dans la réalisation de l'ambitieux plan stratégique de la Commission », a-t-il précisé. La nouvelle vice-présidente entrera en poste le 15 août 2011 et son mandat sera de cinq ans.

Par ailleurs, les membres de l'Assemblée nationale ont également voté la nomination de M^e Sylvie Godin à titre de vice-présidente de la Commission. « Ce renouvellement de mandat d'une durée de cinq ans est une excellente nouvelle puisque cela assure la continuité des efforts consentis depuis les cinq dernières années relativement au mandat jeunesse de la Commission dont elle est responsable », a ajouté monsieur Cousineau.

-30-

Notes biographiques :

M^e Dupuis est membre du Barreau du Québec depuis 1973. Elle se spécialise dans les domaines des droits de la personne, du droit relatif aux Autochtones et du droit administratif. M^e Dupuis a agi en qualité d'avocate pour plusieurs Premières nations au Québec et à titre de consultante sur des questions autochtones auprès des gouvernements du Québec et du Canada. Elle a publié de nombreux ouvrages, articles et a prononcé plusieurs conférences au Canada et à l'étranger. De 2003 à 2009, elle a été présidente de la Commission des revendications des Indiens après y avoir été commissaire de 2001 à 2003. De 1989 à 1995, elle a été commissaire à la Commission canadienne des droits de la personne. Elle a été associée comme chercheur à la Commission royale sur les peuples autochtones de 1992 à 1995 et a été membre du Comité de la révision de la Loi canadienne sur les droits de la personne en **1999-2000**. Elle a enseigné de 1988 à 1998 à l'ENAP en droit administratif et en droit de la personne.

Son ouvrage *Le statut juridique des peuples autochtones en droit canadien* (Carswell, 1999) a reçu le prix de la Fondation du Barreau du Québec (monographies) en 2001 et son livre *Quel Canada pour les Autochtones, La fin de l'exclusion* (Boréal, 2001) a reçu le prix du Gouverneur général (essais) en 2001.

Source :

Patricia Poirier
514 873-5146 ou 1 800 361-6477, poste 358
patricia.poirier@cdpdj.qc.ca